

Votons pour une autre université, une autre recherche, pour une autre société.

Le **CSA du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche** (CSAMESR) traitera des questions collectives relatives aux conditions de travail et à la carrière : emplois, statuts, organisation du travail...

Au sein de ce CSA ministériel, il y aura deux formations spécialisées :

- L'une en Santé Sécurité et Conditions de Travail (FS-SSCT) qui assumera en partie les prérogatives du CHSCT.
- L'autre, qui ne concerne que les enseignant-es-chercheurs-ses (EC), assumera les prérogatives de l'actuel Comité Technique des personnels de statut Universitaire.

Nos élu-es y défendront les intérêts de tout le personnel quels que soient leurs statuts ... ou absence de statut.

Les avis du CSA n'imposent aucune contrainte au pouvoir politique mais l'analyse des textes et des informations qui nous y seront communiqués nous aidera à construire un rapport de force, le plus unitaire possible. Ce scrutin déterminera aussi la représentativité des syndicats et les moyens qui leur seront attribués dans chaque établissement.

Voter SUD Éducation et SUD Recherche EPST, c'est nous donner les moyens légaux de continuer à se battre ensemble.

SUD, c'est Solidaires, Unitaires et Démocratiques !

Partout, nous défendons nos collègues en difficulté face à l'administration. Mais nous portons aussi un syndicalisme visant à transformer la société pour un monde juste, ouvert et solidaire.

Ainsi, nous portons depuis longtemps des revendications pour l'écologie, pour l'égalité et contre toutes les discriminations.

À l'heure d'une prise de conscience de plus en plus forte sur ces questions au sein de la société, faisons en sorte que ces combats aboutissent à de réels changements, y compris dans nos établissements.

Un autre monde est possible, ensemble, construisons-le !

Les attaques incessantes contre l'ESR : seul crédo, la concurrence ; seuls bénéficiaires, quelques mandarins et les marchés financiers !

Les regroupements forcés (au nom du classement de Shanghai !), la généralisation de la concurrence entre établissements, entre équipes, entre collègues, l'évolution des modes de financement de la recherche conduisent à **toujours plus d'inégalités, de précarité, de difficultés, de désarroi, de souffrance pour le personnel et les étudiant-es.**

Dans l'ESR, la précarité est omniprésente : les contractuel·les représentent 38% des BIATSS, 32% des EC, 20% du personnel des EPST, et c'est sans compter les quelques 150 000 vacataires. La Loi de Programmation et de la Recherche a entériné cette politique de précarisation en favorisant toujours plus le recours au contrat. Pourtant titulariser les précaires de l'ESR, c'est possible et beaucoup moins cher que tous les cadeaux au patronat, comme le crédit d'impôt recherche (CIR).

Ces politiques sont aussi sources d'inégalités entre les femmes et les hommes : non seulement les femmes sont majoritaires parmi les précaires, mais lorsqu'elles sont titulaires elles gagnent en moyenne 13% de moins que les hommes dans les EPST, 21% dans les universités. Les hommes ont une meilleure carrière et des primes plus importantes.

Les années de crise covid ont été sources de souffrances pour le personnel, en particulier les femmes et les étudiant-es : télétravail sans moyens et non encadré, hybridation et numérisation de l'enseignement, recours aux outils numériques privés...

À l'opposé de l'idéal d'accès de toutes et tous aux savoirs, les étudiant-es sont soumis-es à la sélection de Parcoursup et de l'entrée en Master, à la dégradation et atomisation de l'enseignement, à des parcours chaotiques et de nouvelles barrières entre filières et régions, à la gestion locale des droits d'inscriptions, ce qui - sans lutte - mènera à la même situation qu'en Grande-Bretagne ou en Allemagne : précarité et pauvreté généralisées, tri social accentué.

Nous défendons l'idée d'une université et d'une recherche émancipatrices. Une université et une recherche qui permettent l'accès de toutes et tous aux savoirs et aux résultats de la recherche. Notre mission principale doit rester de produire et de diffuser les savoirs et leurs critiques, car une société basée sur le partage des ressources est la seule voie pour répondre aux urgences sociales et écologiques.

Nous défendons l'idée d'une université et d'une recherche émancipatrices. Une université et une recherche qui permettent l'accès de toutes et tous aux savoirs et aux résultats de la recherche. Notre mission principale doit rester de produire et de diffuser les savoirs et leurs critiques, car une société basée sur le partage des ressources est la seule voie pour répondre aux urgences sociales et écologiques.

VOTER POUR SUD, C'EST VOTER POUR...



Renforcement de la mission de service public assurée par des fonctionnaires ; arrêt de la politique de recours généralisé à l'emploi précaire, titularisation immédiate des non-titulaires qui le souhaitent ; arrêt du recours à la sous-traitance, internalisation des missions de service public.



Suppression de l'Agence nationale de la recherche, augmentation du budget de la recherche et de la formation ; utilisation des deniers publics pour les dépenses d'intérêt public : suppression du Crédit Impôt Recherche et réaffectation des fonds au financement pérenne de la recherche.



Un véritable service public d'enseignement supérieur, à l'exact opposé des Établissements Publics Expérimentaux et autres fusions artificielles, qui sont un pas de plus vers un ESR à deux vitesses.



Égalité de déroulement de carrière entre les hommes et les femmes, des moyens pour lutter contre les stéréotypes et les violences sexistes et sexuelles dans l'ESR.



Budgets spécifiques et conséquents pour l'accessibilité handicap et pour l'accueil du personnel et des étudiant-es concerné-es.



Augmentations des salaires, avec un salaire minimum à 2200 € brut mensuel et une réduction des inégalités salariales ; fin des évaluations-sanctions, disparition de tous les systèmes de primes : RIFSEEP, RIPEC, intéressement...



Instauration de vrais pouvoirs et contre-pouvoirs décisionnels aux mains du personnel, permettant de décider collectivement et démocratiquement de l'organisation de son travail, mise en place d'une direction collégiale des universités.



Abrogation de Parcoursup et Trouver mon Master : pas de sélection à l'université.



Construction massive de logements étudiants et véritable plan de rénovation et d'agrandissement des locaux pour l'ensemble des universités, afin d'accueillir dignement les nouvelles générations d'étudiantes et étudiants, tout en garantissant la qualité de l'air et l'isolation thermique.



Gratuité des frais d'inscription à l'université, fin des droits d'inscription différenciés pour les étudiant-es extracommunautaires.



Refonte du contrat doctoral garantissant l'égalité et l'indépendance des doctorantes et doctorants.

Liste présentée par

SUD éducation et SUD Recherche EPST

Affiliés à l'Union syndicale Solidaires



15 titulaires - 15 suppléant·es

16 femmes - 14 hommes

1. **M^{me} GUIRAMAND Janique**, Chargée de recherche, CNRS, Montpellier (34)
2. **M. LE TÉTOUR Kevin**, BIATSS contractuel cat. C, Université Rennes 1 (35)
3. **M^{me} BUISSON Christine**, Directrice de Recherche, Université Gustave Eiffel Lyon (69)
4. **M. LENORMAND Marc**, Maître de conférence, Université Paul Valéry Montpellier 3 (34)
5. **M^{me} INGARAO Maud**, Ingénieure d'étude, ENS Lyon (69)
6. **M. FALIK Paul**, Magasinier, Université Sorbonne Nouvelle (75)
7. **M^{me} LE BIGOT Brenda**, Maîtresse de conférence, Université de Poitiers (86)
8. **M. BERNARD Stephan**, Ingénieur d'étude, InraE Clermont-Ferrand (63)
9. **M^{me} BENISTANT Christine**, Chargée de recherche, INSERM, Montpellier (34)
10. **M. CHAÏBI Olivier**, PRAG, INSPE Université Paris-Est Créteil (93)
11. **M^{me} AUGER Mariette**, ATER, Université Le Havre (76)
12. **M. BON Philippe**, Chargé de recherche, Université Gustave Eiffel Villeneuve d'Ascq (59)
13. **M^{me} MORAND Elisabeth**, Ingénieure de recherche, INED Aubervilliers (93)
14. **M. DONADIEU Thomas**, Technicien de Recherche et Formation, Université d'Angers (49)
15. **M^{me} FOUBERT Camille**, Chargée de recherche contractuelle, INSERM (93)
16. **M. SCHEVIN Patrick**, Technicien de recherche, CNRS, Montpellier (34)
17. **M^{me} DOZOLME Pascale**, Chargée de recherche, InraE, Pessac (33)
18. **M. SAVARIC Michel**, Maître de conférence, Université de Franche-Comté (25)
19. **M^{me} WOLF Sylvie**, Ingénieure de recherche, Sorbonne Université (75)
20. **M. TUTUNDJIAN Renaud**, Ingénieur de recherche, InraE, Villeurbanne (69)
21. **M^{me} DAVIDSON Sacha**, Directrice de recherche, CNRS, Montpellier (34)
22. **M^{me} LE QUEAU Anna**, Magasinière, Université de Nantes (44)
23. **M^{me} FROUILLOU Leïla**, Maîtresse de conférence, Université Paris Nanterre (92)
24. **M. MARRELEC Guillaume**, Chargé de recherche, INSERM, Paris (75)
25. **M^{me} DORNE Marie-Annick**, Adjointe Technique, InraE, Colmar (67)
26. **M. CHERFOUH Améziane**, Ingénieur d'étude, CNRS, Orléans (45)
27. **M^{me} TAHIR Nadia**, Maîtresse de conférence, Université de Caen Normandie (14)
28. **M. CASTERA Alain**, Ingénieur de recherche, CNRS, Villeurbanne (69)
29. **M^{me} MORARDET Sylvie**, Ingénieure des ponts, eaux et forêts, InraE, Montpellier (34)
30. **M. MOTELICA-HEINO Mikaël**, Professeur des universités, Université d'Orléans (45)